

## L'India Stack, un modèle de réussite d'infrastructure numérique publique ?

Les trois composantes de l'India Stack (identité numérique, infrastructure numérique de paiement et partage de données basé sur le consentement explicite) peuvent être considérées comme une réussite en matière d'inclusion économique et sociale par le numérique. Le point d'alerte majeur concerne les risques en matière de protection des données, l'Inde n'ayant pas à ce jour de cadre protecteur pour ses citoyens. L'Inde souhaite pourtant exporter l'India Stack comme un modèle en particulier pour les pays en développement, et recherche à cette fin le soutien du G20.

**L'India Stack comporte trois briques numériques distinctes interconnectées et interopérables - identité, infrastructure de paiement et partage de données basé sur le consentement**

Le premier pilier porte sur une **identité biométrique** (Aadhaar). Géré par une agence gouvernementale, Aadhaar est désormais utilisé pour le déploiement des politiques publiques (identifiant pour les transferts sociaux et la déclaration d'impôts des particuliers) mais également par les banques et intermédiaires financiers. Aujourd'hui, près de 1,4 milliard d'identifiants Aadhaar sont enregistrés et une moyenne d'1,8 milliard d'authentifications électroniques d'identité sont effectuées chaque mois.

Le deuxième pilier est une **interface de paiement numérique interopérable** lancée en avril 2016 (Unified Payment Interface UPI). Elle permet aux utilisateurs d'une application mobile d'effectuer des paiements en utilisant plusieurs méthodes possibles (un code bancaire associé à un numéro de compte, un numéro de téléphone portable ...). L'application mobile, développée par des acteurs privés, communique via un ensemble d'API avec l'infrastructure de paiement existante, tandis que le transfert de fonds est effectué par les banques. UPI, dont l'utilisation pour le moment est gratuite, a désormais franchi le cap des 8 milliards de transactions mensuelles d'une valeur de 157 Mds EUR.

Le troisième pilier ou Data Empowerment and Protection Architecture (DEPA) est **un cadre de partage de données en temps réel, basé sur le consentement**, avec l'objectif de donner aux utilisateurs le contrôle sur leurs données personnelles. DEPA prévoit la création d'une entité tierce sans droit de regard sur les données, chargée de récupérer les données auprès des organisations et de les partager avec d'autres entités. La première application concerne le système financier et près de 7,2 millions de demandes de consentement ont déjà été exécutées avec succès.

**Une réussite en matière d'inclusion sociale et économique par le numérique mais des risques en matière de protection des données personnelles**

Les services publics et les entrepreneurs peuvent accéder à l'India Stack et construire des solutions en utilisant des normes et des spécifications ouvertes, sans avoir besoin d'équipements coûteux ou de compétences numériques avancées, en bénéficiant de l'approche modulaire et en évitant le verrouillage par le fournisseur. Ainsi, au-delà de **l'objectif central d'inclusion via le numérique, l'India Stack vise également d'autres objectifs : favoriser l'innovation, en particulier dans le secteur privé, renforcer la concurrence entre les acteurs du numérique et garantir la protection des données par leur design**. Les enjeux de souveraineté numérique sont également devenus des objectifs de l'India Stack.

**Aadhaar** est avant tout une **réussite en matière d'inclusion sociale numérique**, puisque plus de 97 % de la population indienne dispose désormais d'une carte d'identité numérique. **Cette réussite s'est traduite pour l'État par des gains**

**économiques** par la réduction des fraudes et des erreurs de versement sur les transferts sociaux (économies cumulées estimées à 25 Mds EUR en 2021). Aadhar a par ailleurs permis une plus forte inclusion bancaire et en matière de télécommunications. Aujourd'hui, 80 % des Indiens ont un compte bancaire, contre 30% en 2011, un résultat qui aurait pris un demi-siècle à obtenir avec les méthodes traditionnelles selon une étude de la BRI.

UPI a permis un développement massif des paiements numériques instantanés en Inde, avec des retombées économiques positives. En 2022, l'Inde est le premier marché de paiements numériques instantanés (près de 90 Mds USD de transactions) et les paiements utilisant UPI représentent aujourd'hui près de 45 % en volume des paiements. UPI a également stimulé l'innovation, en particulier dans le secteur financier - 9 des 21 licornes dans les Fintechs utilisent UPI comme une des caractéristiques principales de leurs solutions.

**Cependant, l'India Stack a entraîné une forte augmentation des flux de données numériques en Inde alors que le cadre réglementaire national sur la protection des données n'est pas encore établi.** Certaines technologies (comme DEPA) facilitent la mise en œuvre de réglementations sur la protection des données personnelles mais sans la garantir. L'absence d'une loi globale sur la protection des données ne permet pas de garantir les droits numériques des citoyens indiens contre la collecte de données par des entreprises ou des acteurs publics. Cette faiblesse se traduit par des risques cyber prégnants en Inde. Plus de 80 M d'internautes indiens ont été touchés par des violations de données en 2021 et l'Inde présente le taux de fraude le plus élevé au monde sur les paiements numériques instantanés.

**De fortes ambitions indiennes pour exporter l'India Stack avec un enjeu pour la France pour se positionner comme partenaire pour le développement de nouvelles infrastructures et cas d'usages**

**L'Inde souhaite positionner l'India Stack comme solution complète d'infrastructure numérique pour les économies en développement et émergentes.** Certains piliers de l'India Stack commencent déjà à se développer au-delà des frontières de l'Inde. MOSIP, une plateforme modulaire et open-source proposant un système d'identité numérique fondamental, compte près de 67 M d'utilisateurs enregistrés dans dix pays. UPI est accessible dans 21 pays (dont en France) et a été reliée à l'infrastructure de paiement de Singapour afin de faciliter les transferts de migrants.

**Dans le cadre de sa présidence du G20 en 2023, l'Inde souhaite valoriser l'India Stack, en intégrant dans les discussions une forte priorité sur les infrastructures numériques publiques (INP).** Cette priorité est avant tout portée au sein des discussions sur l'économie numérique en filière sherpa où l'Inde souhaite mettre en place un consortium mondial multipartite (« One Future Alliance ») qui serait ouvert à toute entité, publique comme privée, et dont l'objet serait de catalyser les efforts mondiaux pour apporter une assistance technique et un soutien financier à la mise en place des INP dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. La présidence indienne du G20 viserait le lancement de cette « Alliance » à l'occasion du sommet des Chefs d'Etat de septembre 2023 à New Delhi.

*Avec l'India Stack, l'Inde a réussi à développer des infrastructures numériques publiques dont l'usage s'est rapidement diffusé au sein de la population indienne, en raison de leur adéquation avec les enjeux à traiter. L'India Stack répond également en partie aux enjeux de souveraineté numérique, même s'il convient de rester vigilant sur les enjeux de la protection de la vie privée, qui ne sont pas à ce stade pris en compte dans un cadre réglementaire national. Le risque réside en particulier dans la mainmise par l'Etat sur les données des citoyens. La France souhaite renforcer les coopérations existantes avec l'Inde sur les infrastructures numériques, en capitalisant notamment sur le dynamisme de la communauté indienne mobilisée sur ces sujets techniques.*